

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 6 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 31 octobre 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. MONMARCHON, M. INOCENCIO, Mme QUERAL, M. CAVALEIRO, M. CASTETS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GABARD à M. CARREAU, Mme LANDAIS à Mme QUERAL, Mme BERTHIOT à Mme DUBOURG, Mme LUCKHAUS à M. BALDES

Etaient excusés:

M. VERDIER, M. GEDON, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 24

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

6 – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL COMMUNAL AUPRÈS DE LA COMMUNE DE MONTUSSAN - AVENANT N°1

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 18 septembre 2018, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition d'un agent auprès de la Commune de Montussan.

Cette dernière a sollicité la Ville de Blaye afin de modifier des termes de cette convention.

Il s'agit donc d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 12 :

- « Dans les trois premiers mois de la mise à disposition, l'une ou l'autre des parties pourra décider de mettre fin à la convention sans motif ni justification. Un préavis de six semaines devra être respecté entre la date de demande de résiliation de la convention et la fin effective de ladite convention ».

Afin de tenir compte de ces ajustements, il est nécessaire d'établir un avenant.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant n°1.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 29 octobre 2018 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 09/11/18

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20181106-56484-DE-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur Francis RIMARK

